

« Si tu as les feuilles, tu fais la loi ! »

Représentations et pratiques des jeunes ouagalais pendant la campagne présidentielle de 2005 (Burkina Faso).

Julien Kieffer

Octobre 2006

■ Ce travail a été réalisé dans le cadre des activités du Laboratoire de recherche RECIT dirigé par Jean-Pierre Jacob et Peter Hochet

Référence bibliographique pour citation :

Kieffer Julien, 2006 « Si tu as les feuilles, tu fais la loi » Représentations et pratiques des jeunes ouagalais pendant la campagne présidentielle de 2005 (Burkina Faso) », Ouagadougou, *Etude Recit* n°13, Septembre, 20 p.

Résumé. Ce document présente deux perspectives conjointes sur l'intégration sociale et politique des jeunes citoyens à Ouagadougou. D'une part, il montre comment les jeunes développent une forme d'intégration sociale originale autour des *grin* de thé. L'organisation des *grin* n'est pas sans rappeler les formes de socialisation villageoises basées sur l'ânesse, la solidarité interne, une forte dimension initiatique, et laissent supposer une continuité historique et sociale entre les schémas ruraux et ceux mis en œuvre par les citoyens. Ainsi on voit bien comment à Ouidi et Dassasgho, les deux quartiers où se sont déroulées les enquêtes, les *grin* de thé sont des lieux de socialisation privilégiés pour les « cadets sociaux ». Dans ces quartiers où les modèles socio-économiques installent de fortes hiérarchies (entre les sexes, entre les âges) les jeunes hommes citoyens font l'apprentissage de la « débrouille » au quotidien. D'autre part, dans le contexte de la campagne présidentielle de fin 2005, l'étude montre dans quelle mesure ces formes de socialisation sont aussi des formes de politisation. Elles sont essentiellement fondées sur un « échange généralisé de services » qui s'installe entre *grin* et leader locaux des partis. Mais, les modalités du champ politique burkinabè favorisent chez les jeunes des pratiques politiques, et *in fine* une forme de citoyenneté, associant un opportunisme désabusé et à des positions contestataires marquées.

Abstract. This article addresses two correlative perspectives on young people's social and political integration in Ouagadougou, Burkina Faso. First, it highlights how original patterns of socialization are developed by young people through the “*grin* de thé” (tea groups). The internal organization of *grin* reaches back to rural forms of socialization based on age, solidarity, and a strong initiatory dimension. In Ouidi and Dassasgho, where the research was carried out, the *grin* is a major locus of socialization for the « cadets sociaux ». In these neighbourhoods structured around solid economic and social hierarchies (between sexes, ages), the young urban men learn the art of everyday « smartness ». Second, within the framework of the 2005 electoral campaign, the study shows to what extent and how the youth's forms of socialization are also forms of politization. They are essentially based on « service reciprocity » between *grin* and local political leaders. The Burkinabè political field favours political practices, and finally a form of citizenship which combines a radical critical position with cynical opportunism.

Avertissement. Ce document de travail a bénéficié d'un financement du Laboratoire Citoyennetés. Il a été l'objet d'une publication précédente : « Les jeunes des 'grins' de thé dans la campagne électorale » *Politique Africaine*, 101 : 63-82.

Laboratoire citoyennetés

BP 9037 06 Ouagadougou Burkina Faso

(226) 50.36.90.47

ace.recit@fasonet.bf | www.ace-recit.org

Table des matières

<i>Introduction</i>	5
<i>Le processus multiforme de production de la ville</i>	5
<i>Les grins ouagalais : une culture de la rue</i>	7
L'univers de la débrouille.....	8
Grin et ghetto : « l'école de la rue ».....	9
Entre violence et culture globale, l'invention des grins	11
<i>Le moment de la campagne électorale</i>	12
Un air de fête	13
Les intermédiaires dans la campagne électorale et la vie politique locale	14
La politique : un business !	16
<i>Conclusion</i>	18
<i>Bibliographie</i>	19

INTRODUCTION

A Ouagadougou, L'enquête présentée ici vise à produire une réflexion sur les relations qu'entretiennent les jeunes habitants de la capitale du Burkina Faso, Ouagadougou, avec le système politique¹. Elle nous conduira dans deux quartiers choisis pour leur différence dans le processus multiforme d'urbanisation de la ville, plus précisément dans les lieux de la vie quotidienne des jeunes gens : les grins, ces endroits dans lesquels des jeunes, souvent sans emploi fixe et célibataires, se retrouvent chaque jour dans la rue pour « passer du temps » autour d'un thé.

Dans plusieurs pays de la région, le mot [*grin*] désigne une simple « réunion » ; la pratique est relativement récente à Ouagadougou, alors qu'elle est attestée depuis longtemps à Bobo-Dioulasso et au Mali voisin. Dans un contexte marqué par la violence institutionnelle et politique, la crise de l'emploi et du système urbain, ces grins renvoient à une culture de la rue fabriquée par les jeunes en rupture avec les pratiques postcoloniales (Biaya, 2000 : 12-31). S'inspirant de modèles locaux et transnationaux, ces groupes de jeunes de la rue inventent des pratiques sociales et culturelles inédites qui ont des répercussions sur leur mode de participation politique révélé à l'occasion de la campagne électorale.

Après avoir relevé les principaux traits qui caractérisent ces lieux de rencontres quotidiennes, nous verrons comment ils constituent un rouage essentiel des campagnes électorales dans les quartiers, et, enfin, de quelle manière les jeunes pratiquent et perçoivent la politique, dans le contexte d'un monde transnational et déterritorialisé. La période de la campagne présidentielle de novembre 2005 a ainsi été choisie comme un moment révélateur de ces discours et pratiques, nous donnant à penser le mouvement de démocratisation de la société burkinabè en même temps que les formes de l'organisation sociale qui prévalent dans les quartiers de la ville.

Tout d'abord, un bref rappel historique nous permettra d'une part, de cerner les principaux éléments de l'histoire politique nationale, et d'autre part, de présenter la structuration propre à l'espace de Ouagadougou.

LE PROCESSUS MULTIFORME DE PRODUCTION DE LA VILLE

La capitale du Burkina Faso a évolué au gré des aléas de l'histoire politique nationale. Ville aux dimensions modestes au début du siècle, Ouagadougou a grandi au rythme de grands travaux d'aménagement réalisés selon une logique de découpage de la ville en zones (Jaglin, 1995). Incapables de faire face à la demande toujours plus forte en logements et services, les pouvoirs publics ont procédé à des aménagements ponctuels et limités qui n'ont pas suffi à endiguer la progression des quartiers dits « spontanés », se caractérisant par des ensembles de constructions précaires sur des terres distribuées par les autorités coutumières. En rupture avec les pratiques politiques des trois premières républiques de la Haute-Volta (1960-1966 ; 1970-1974 ; 1978-1980) (Kaboré, 2002), le pouvoir révolutionnaire des années 1980 s'est construit sur une volonté politique forte de modernisation de la société burkinabè dans son ensemble. Gouvernée par un groupe de jeunes militaires conduits par le capitaine Thomas Sankara, des étudiants en fin de cycle et des syndicalistes, la « Révolution démocratique et populaire » instaurée en 1983 a posé les

¹ Je tiens à remercier J.-P. Jacob du Laboratoire Citoyenneté (Ouagadougou – IUED Genève, IRDOuagadougou) pour l'appui apporté à la réalisation de l'enquête à Ouagadougou (2005). Le présent document a été relu par Jean-Pierre Jacob et Peter Hochet.

jalons d'un ordre politique nouveau en bouleversant l'ordre post-colonial, sans toutefois correspondre, à l'instar d'autres pays de la région, à un renversement achevé des hiérarchies sociales au profit des « cadets sociaux » (Bayart, 1981). En désignant comme ses ennemis les autorités traditionnelles et la bourgeoisie urbaine, elle a bouleversé les ordres locaux, à commencer par ceux de la ville de Ouagadougou². Par le moyen d'un nouveau découpage administratif de la ville, le gouvernement a instauré de nouveaux espaces de pouvoir et d'intervention politique en décalage avec les pouvoirs de la chefferie et de la bourgeoisie urbaine d'alors³. Sur le plan urbanistique, des politiques d'aménagement et de distribution des terres ont été mises en œuvre, les dirigeants du Conseil national de la Révolution (CNR) se fixant pour objectif d'accroître le nombre de parcelles loties (Jaglin, 1995). Précisément, cette ouverture de l'accès au foncier a été opérée par le moyen de jeunes acteurs politiques : les membres des bureaux des comités de défense de la révolution qui ont distribué les terres. Puis, après la fin du régime, survenue en 1987, cette politique a été poursuivie, la distribution de la terre en milieu urbain étant relayée par les communes, et des lotissements massifs ont été réalisés dans les quartiers de Ouagadougou comme dans les plus petites communes du Burkina.

Sur le plan national, après la fin de la révolution, le Burkina Faso a connu une transition démocratique, au moins de façade, qui a abouti à l'adoption d'une constitution de type présidentieliste et à l'élection du président Blaise Compaoré au suffrage universel direct en 1991⁴. Dans le cadre du scrutin de novembre 2005, ce dernier concourait pour son troisième mandat. Architecte d'un nouvel ordre politique (Loada, 1996), Blaise Compaoré a édifié son pouvoir sur une base sociale nouvelle, née à la faveur de ce que l'on peut considérer comme un « nouveau front pionnier » pour le Burkina Faso : le foncier urbain, objet de vastes spéculations, traduites dans le langage courant des Ouagalais par l'expression de « course aux parcelles »⁵. Si les « opérations de lotissement » ont produit une amélioration des conditions de vie des populations, les chefs de famille investissant dans des constructions « en dur », elles ont eu dans le même temps pour conséquence politique de renforcer les pouvoirs de quelques-uns, situés à des positions de distribution de cette richesse. En cela, la démocratisation du régime politique et la décentralisation des pouvoirs n'ont provoqué qu'un repositionnement des acteurs à l'échelle locale. En « redécouvrant » le local, elles ont suscité de nouvelles notabilités et produit de nouvelles ressources pour les pouvoirs en place (Stren, 1991).

En fonction des « opérations de lotissement », les populations venues de la brousse et des villes moyennes du pays ont accédé à la ville à des périodes différentes. Considérant que ce processus historique pouvait avoir des conséquences sur les manières d'être dans la ville, j'ai choisi de poursuivre mes investigations dans deux quartiers qui se distinguaient sur une échelle spatiale et

² La capitale du Burkina Faso a connu ces dernières décennies une véritable explosion démographique : 50 000 en 1961, 280 000 habitants en 1980, environ 1,2 million d'habitants en 2005 (estimation INSD, Ouagadougou).

³ En janvier 1984, Ouagadougou a été divisée en 30 secteurs dirigés chacun par un bureau CDR (Comité de défense de la Révolution) : un ensemble de jeunes élus par les habitants. Le projet politique porté par les révolutionnaires dans ce redécoupage se rapproche des modèles qui ont forgé la ville européenne moderne. Tout à la fois hygiéniste et panoptique, ce découpage organise la ville comme un dispositif au centre duquel se trouve le nouveau pouvoir révolutionnaire (voir Marie, 1989). Les quartiers sont remplacés par des secteurs pour « briser la mainmise des chefs sur les villages et les quartiers urbains où ils étaient parvenus à garder une forte influence » (Savonnet-Guyot, 1986 : 188).

⁴ Voir R. Otaeyk (1996) et aussi le dossier spécial consacré par *Politique africaine* au Burkina Faso, n° 20, 1995.

⁵ Les spéculations autour du foncier urbain ont été à l'origine de la promulgation en 1984 de l'un des textes juridiques pivot de la Révolution, « l'ordonnance portant réorganisation agraire et foncière » qui, en supprimant les titres de propriété privée et en affirmant l'autorité de l'État sur l'ensemble des terres du domaine foncier national, devait stopper l'enrichissement des propriétaires fonciers. Révélatrice des changements intervenus à la tête de l'État après la révolution, cette ordonnance a été relue à deux occasions (1991 et 1996) pour instaurer les conditions d'une nouvelle diffusion de titres fonciers privés.

temporelle de l'accès à la citoyenneté : le premier, Ouidi, quartier historique de la ville, a été loti au cours des années 1950 ; tandis que le second, Dassasgho, situé à l'est de Ouagadougou, a été aménagé au cours des années 1980⁶.

Ouidi est situé dans le centre-ouest de Ouagadougou et correspond à une partie du secteur 11. C'est un ancien quartier autrefois gouverné par le Ouidi Naaba, chef de la cavalerie des armées du Mogho Naaba, l'autorité suprême des Mossi. Ouidi constitue aujourd'hui une zone essentiellement résidentielle : les concessions, relativement larges, se caractérisent par des constructions faites en matériaux durables. Ça et là, on trouve cependant des parcelles qui n'ont pas été « mises en valeur », pour reprendre une terminologie de l'administration, où les constructions ont été réalisées en banco, rappelant que le mouvement de modernisation urbaine date seulement de quelques décennies. Ouidi vit aussi la nuit, à l'instar des autres quartiers, et la délinquance est attribuée comme ailleurs aux jeunes et à « ces bandes » qui circulent la nuit, notamment non loin du bas-fond qui jouxte le quartier. Mais là non plus, rien de très marqué, même si Ouidi a autrefois souffert d'une réputation plus mauvaise. Dans un contexte de sous-emploi, de nombreux jeunes passent l'essentiel de leurs journées dans la rue, circulant de groupes en groupes, de visites en petits boulots, ou restant assis au grin.

Dassasgho couvre une vaste zone à l'Est de la ville, construite à partir des années 1980 dans le cadre d'une opération d'aménagement urbain. J'ai plus précisément poursuivi mes investigations dans la zone 6 du secteur 28, que les gens appellent communément « la zone 6 ». C'est un quartier beaucoup plus récent que celui de Ouidi, construit sur ce qui était encore une brousse il y a trente ans. Une grande partie des personnes interrogées étaient issues de familles « déguerpies » au moment de la construction de la « cité des 1200 logements », plus en centre-ville, pendant la période révolutionnaire. À l'époque, les habitants qui n'étaient pas reconnus propriétaires ou qui ne pouvaient pas respecter le cahier des charges des nouvelles constructions étaient « déguerpis » par les pouvoirs publics⁷. C'est un jeune quartier résidentiel, mais à la différence de Ouidi, les constructions y sont moins importantes et les arbres peu nombreux. Cependant, quelques villas y trônent superbement et affichent la réussite sociale de leurs propriétaires.

LES GRINS OUAGALAIS : UNE CULTURE DE LA RUE

Les jeunes ouagalais qui se rencontrent quotidiennement dans les rues des quartiers de Ouidi et Dassasgho participent à un mouvement général de production d'une culture de la rue : cet espace caractérisé par une sorte d'abandon à la violence urbaine et dans lequel émergent de nouvelles pratiques sociales. « La production de la culture de la rue fait apparaître les conditions socio-économiques désastreuses et la violence structurelle dans lesquelles les jeunes évoluent. Ceux-ci appartiennent à des générations sacrifiées, sans avenir, en totale contradiction avec les objectifs affichés et les discours des gouvernants » (Biaya, 2000 : 22). À la croisée d'influences diverses, dynamiques du dedans et du dehors, les grins sont comparables aux mouvements juvéniles de bien d'autres villes du continent. Nous avons retrouvé chez les jeunes ouagalais de nombreux traits observés à Dakar (et notamment le mouvement [*bul faale*])(Harvard, 2001), à Addis-Abeba

⁶ Sans comparer les deux quartiers, les observations qui y ont été faites permettent de généraliser le propos à Ouagadougou. Ce travail résulte d'une enquête effectuée au cours de l'année 2005 dans ces deux quartiers de Ouagadougou, ainsi que d'une observation quotidienne, réalisée au cours des années 2003 à 2005 pendant lesquelles j'ai vécu dans la ville, principalement dans le quartier de Ouidi.

⁷ Une pratique qui a encore cours aujourd'hui, comme nous avons pu l'observer au cours du projet Zaca en centre-ville et qui a vu la majorité des habitants de Zanguettin déguerpis au profit des investisseurs.

(et la figure marquante du [*chifta*]) ou encore à Kinshasa (le [*sbege*]) (Biaya, 2000). Surtout, ces jeunes évoluent dans un univers de la débrouille et sont dépourvus des objets emblématiques qui matérialisent la réussite : la voiture, la villa, les « feuilles » (l'argent), des biens qui renvoient tous à de nouvelles trajectoires de la réussite, des styles de vie nouveaux figurés par des personnages dont les images sont portées par les médias (sportifs, rappeurs, acteurs de cinéma)⁸.

L'univers de la débrouille

À Ouidi et à Dassasgho, comme dans les autres parties de la ville, les mêmes jeunes hommes sont installés dans les rues, à boire le thé et passer le temps. Ce sont eux qui ont constitué la population de référence de cette enquête. À quoi correspond la notion de « jeunes » ? Plus qu'un âge biologique, c'est une position générationnelle spécifique, qui implique certains rôles sociaux. Pour reprendre un terme classique de l'anthropologie économique, ce sont des « cadets sociaux », au sens où ils n'ont pas de pouvoir dans leur unité familiale. Généralement célibataires, ils vivent la plupart du temps dans la cour familiale et n'ont pas d'emploi fixe. Ce sont « des jeunes de l'informel », pourrait-on dire, qui, diplômés ou non, vivent d'une économie de la débrouille : des commerces de petite échelle, des « deals », comme on dit dans le jargon, ou des emplois occasionnels de manutention ou d'artisanat pour ceux qui disposent d'une spécialité. Ces occasions sont souvent obtenues grâce à des efforts individuels ou par le moyen du soutien d'un « grand frère » (*koro* en jula). D'autres ont travaillé comme apprenti auprès d'un artisan pendant quelque temps et ont pu acquérir ainsi des compétences techniques.

Aimé⁹, par exemple, est le deuxième fils d'une famille de huit enfants. Elevé à Dassasgho, il a dû quitter l'école rapidement et a commencé à travailler à partir de l'âge de 17 ans, comme apprenti maçon. Pendant près de deux ans, il a « suivi » un maçon qui l'a conduit sur des chantiers sans le rémunérer, sauf à de rares occasions. C'est ainsi qu'il a appris la maçonnerie et que, plus tard, il a décidé de poursuivre sa propre activité. Il a aujourd'hui 24 ans, mais n'a jamais obtenu un véritable contrat auprès d'un entrepreneur et il « gagne des marchés » uniquement par le bouche-à-oreille : « *si quelqu'un a besoin d'un maçon dans le quartier ou si j'entends parler d'un chantier, je me présente ou on vient me prévenir* » [Aimé, 4 novembre 2005, Dassasgho]. Aimé bénéficie ainsi d'un réseau social dense propre aux quartiers de la ville de Ouagadougou.

Autre exemple, celui de Z qui est rappeur et danseur hip hop à Ouidi. Il a participé à nombre de manifestations musicales et réalisé plusieurs créations collectives, au Burkina et, plus récemment, à l'étranger. Il vit dans la cour familiale, auprès de sa mère et de ses autres frères et sœurs. En dehors de ses activités artistiques, qui ne lui permettent pas de subvenir à ses besoins en numéraire, il lui arrive d'aller travailler sur des chantiers de peinture en bâtiment. Selon ses termes, il « jongle » aussi avec les opportunités qui se présentent à lui, que ce soit des « petits business » de revente ou des intermédiaires à placer. Quelqu'un cherche une maison ? Il sait à quelle personne confier cette tâche et, si l'affaire se déroule bien, il pourra avoir une part sur la rétribution, parce qu'il aura trouvé le marché. Quelqu'un veut vendre une mobylette ? Il procèdera de la même façon en envoyant un de ses « petits » (*dogho* en jula) prospecter.

Dans les quartiers périphériques, les jeunes bénéficient des retombées du front pionnier urbain. Pour tous, les lotissements représentent l'opportunité d'acquérir une ou plusieurs parcelles, soit pour y habiter, soit pour générer des ressources (revente ou location). Oumar, venu habiter à

⁸ Voir le dossier réalisé par Banégas et Warnier (2001).

⁹ La plupart des prénoms ou surnoms sous lesquels se présentaient les personnes interrogées ont été conservés. Pour illustrer le propos, des parties de discussions réalisées avec les jeunes sont retranscrites ici, en précisant la date et le lieu.

Dassasgho avec sa famille suite au « déguerpissement » de la zone des « 1200 logements », raconte ainsi comment il a tout fait pour obtenir une parcelle :

« Quand j'avais entre 16 ans et 18 ans, mon premier souci, c'était d'avoir ma propre cour. Pour ça, j'ai réussi à rassembler 25 000 francs et je suis parti payer un terrain de 20 m². Ensuite, j'ai confectionné mes briques en banco et j'ai construit une maisonnette là-bas. Je suis allé payer des tôles, des vieilles tôles et j'ai cloué ma maison. J'ai mis une vieille porte en tôles et j'ai mis quelqu'un dedans qui ne payait pas de loyer mais qui devait entretenir la maisonnette [...]. Voilà, quand il y a eu le lotissement, j'ai su qu'on allait attribuer et je suis allé voir le locataire pour lui dire de partir. Après ça je me suis fait recenser et aujourd'hui j'ai ma parcelle. » [Oumar, 6 novembre 2005, Dassasgho].

Que ce soit pour l'obtention d'une parcelle ou d'un marché, les jeunes mobilisent leurs relations sociales : les parents (au sens de la famille élargie), les voisins, les amis, et l'ensemble des connaissances qui vont des coreligionnaires, aux amitiés de l'école (« les bancs »). La mobilisation de ce réseau fonctionne comme un capital, un capital social qui permet à un acteur suffisamment doté de bénéficier de « marchés », de « parcelles », voire de raccourcis dans les voies escarpées de la débrouille.

« Moi, je suis un tenga biiga, un enfant du pays. Quand tu es un tenga biiga, [tu n'as pas besoin de beaucoup d'argent] pour avoir une parcelle. Pendant l'attribution des parcelles, tu t'entends avec un gars de la commission d'attribution. Tu lui donnes quelque chose. On t'attribue une parcelle. Ou bien tu laisses quelqu'un prendre sa parcelle et immédiatement la personne veut te vendre. » [Papa, 10 novembre 2005, Dassasgho].

L'insertion sociale procède par le moyen d'un tissu de relations et, dans leurs discours, les jeunes s'appuient sur une rhétorique de la famille, du quartier et de l'amitié pour insister sur ces relations sociales solidaires¹⁰.

Grin et ghetto : « l'école de la rue »

Que ce soit dans le centre ou à la périphérie de la ville, de nombreux jeunes discutent et passent le temps dans leur grin. C'est leur « QG », leur « bercail », leur « ghetto », ce lieu dont le nom se décline à l'envi dans l'argot parlé par les jeunes et qui représente plus encore qu'un lieu de retrouvailles, une institution phare de cet univers de la débrouille.

Le grin est une institution centrale de l'expérience des jeunes ouagalais et s'inscrit dans l'organisation sociale des quartiers. Cela commence par un groupe de jeunes qui se retrouvent quotidiennement, devant le mur d'une concession. Ils y boivent le thé, discutent, écoutent de la musique, jouent à des jeux de société ou de hasard et passent ainsi le temps. Le grin se résume à quelques pneus, des bancs ou encore de petits tabourets, deux théières et un brasero. Les premières fois, vers l'âge de 12 ans, les jeunes se retrouvent au moment des vacances (pendant l'hivernage). Puis, à mesure qu'ils grandissent, ils s'y rencontrent de plus en plus, puis de manière quotidienne. À ce moment, l'un des membres du groupe peut avoir une garçonnière qui est mise à la disposition de tous et dans laquelle ils peuvent installer une télévision. Ce repli peut être volontaire ou forcé, notamment lorsque les jeunes sont chassés par les adultes.

« On a fini par se retrouver devant la cour d'un adulte du quartier qui était prêt à nous soutenir. Les autres ne voulaient pas de nous devant chez eux. Ils nous regardaient de travers (...). Une fois, il y a eu un vol comme ça, et on nous a accusés. Un jeune s'est infiltré dans notre grin. Bon, tu sais nous on accepte

¹⁰ Ces pratiques sont comparables à celles observées ailleurs, dans d'autres quartiers de villes du Sud, comme à Recife par exemple. Voir Vidal (1998).

tout le monde, mais lui il posait des questions bizarres. Vite fait on l'a démasqué : il avait été envoyé par un gendarme pour savoir qui avait fait le coup. » [Papa, 10 novembre 2005, Dassasgho].

En effet, les adultes du quartier ne tolèrent pas toujours de voir un groupe de jeunes installés dans leur rue. On dit d'eux qu'ils sont « fainéants » et qu'« ils feraient mieux d'aller chercher du travail plutôt que de rester assis à ne rien faire. D'ailleurs on se demande de quoi ils vivent », déclare un adulte de Ouidi, faisant allusion à des actes de vol [3 novembre 2005, Dassasgho]. Ce à quoi Soul répond : « Travailler ! Mais on veut bien travailler ! Le problème à Ouaga c'est que tu vas aller marcher toute la journée et revenir le soir sans avoir même trouvé 5 francs ! » [Soul, 7 novembre 2005, Dassasgho]. Une exclamation qui fait écho à celle de Bill, chanteur et musicien, croisé à son kiosque¹¹ un matin : « À Ouaga c'est la galère ! Tu peux faire deux jours sans voir une pièce de 100 francs ! » [Bill, 12 août 2005, Ouidi]. En effet, les jeunes racontent leur « galère » quotidienne : les multiples petits boulots, les services rendus aux « grands frères » du quartier sans rémunération immédiate et le regard méfiant des habitants de leur rue.

Dans ce contexte, le grin devient un refuge. Peu à peu, il constitue une deuxième famille, parfois la seule, lorsque le jeune est en rupture avec le milieu familial. C'est un lieu auquel les jeunes s'attachent. À bien des égards, il s'inscrit dans la continuité des modes d'organisation rurale fondée sur des groupes de génération, les « classes d'âge » auxquels appartenaient les individus depuis leur initiation jusqu'au conseil des anciens. Sans voir dans les grins une reproduction à l'identique de ce fonctionnement, on note cependant de nombreux points de similitude, à commencer par la définition de rôles propres à chaque individu à l'intérieur du groupe.

À mesure que le grin se structure, chacun des membres occupe une position précise, notamment en raison de son âge, de ses capacités financières et de sa personnalité. Tout le monde connaît ses qualités, ses défauts, ses goûts, voire sa famille. Il existe plusieurs figures récurrentes dans les grins : le « fakir », souvent le plus jeune du groupe, prépare le thé le plus fréquemment. C'est également lui qui est chargé d'aller chercher les cigarettes, le sucre ou toute autre chose dont ses *koros* ont besoin. Le « coursier », lui, est connu pour ses qualités relationnelles avec le sexe opposé. Le « bailleur », qui peut être extérieur au groupe quand il y en a un, « assure le thé », c'est-à-dire qu'il le paie fréquemment. Se démarque également un leader, un personnage incontournable pour toutes les affaires, que tous appellent leur *koro* ou d'un nom qui lui est plus propre. Le respect de l'aînesse, qui est un des éléments centraux de ces grins, peut prendre des formes exacerbées dans le cadre d'une hiérarchie erratique. Chaque place est à défendre, et celle de grand frère ou *koro* ne demande pas moins d'implication.

Ensuite, le grin, qui regroupe des jeunes qui appartiennent à une même génération, constitue le lieu de la socialisation des jeunes. C'est là que se joue une bonne partie de leur apprentissage de « la vie ». Pour Z, le grin constitue même « l'école de la vie ». Parce que « quelqu'un qui a compris la vie peut s'en sortir » [Ali, 13 novembre 2005, Ouidi]. Le grin permet de trouver des repères, d'exprimer des interrogations, d'écouter le *koro* et ses conseils sur la manière de se comporter. Le grin représente alors une institution à part entière, source de normes, de codes de conduite, où sont précisés certains interdits et prescrites des obligations. Parmi ces règles, il y a celle de l'entraide, du partage, du soutien réciproque, affectif ou matériel. Ainsi y a-t-il une réciprocité forte entre les membres de ces groupes.

« On cherche d'autres ressources. Il faut accepter de travailler. Si tu ne travailles pas et que tu n'apportes jamais de thé ou de sucre, on ne va pas t'accepter longtemps. On va te dire de partir. C'est pareil si tu fumes. On est responsable des gars de notre grin. Je suis quelqu'un de respecté et je veux qu'on me respecte. » [Z, 1er novembre 2005, Ouidi].

¹¹ Le kiosque est une échoppe faite de tôles ou de bois située le long des rues où l'on trouve à boire et à manger à toute heure. C'est un lieu quotidien pour nombre d'habitants de la ville.

Enfin, chaque membre du groupe semble passer par une période d'initiation ainsi qu'en témoigne la place occupée par le petit dont les grands frères se moquent volontiers et qui doit être prêt à rendre n'importe quel service. On le teste, on estime ses qualités, son courage, son sens de l'honneur et on lui trouve un nom qui le suivra par la suite, lié à un exploit ou, au contraire, à une histoire pendant laquelle il se sera trouvé particulièrement ridicule. Dans les groupes les plus violents, cette initiation passe également par des preuves de courage.

Entre violence et culture globale, l'invention des grins

À Ouidi comme à Dassasgho, si le grin représente un des lieux de la socialisation des jeunes ouagalais, sans doute dans une certaine continuité par rapport aux pratiques sociales anciennes, il entretient certaines similitudes avec des pratiques culturelles nouvelles observées ailleurs en Afrique (Biaya, 2000). Dans un contexte marqué par la violence, la crise économique et la difficile construction des États, les nouvelles générations ont inventé des formes d'expression plus violentes (Bazenguissa-Ganga et Yengo, 1999) que leurs aînés et se sont inspirées d'images venues d'ailleurs pour construire leur identité. Aussi le grin apparaît-il à bien des égards comme une invention propre à un monde transnational et déterritorialisé, ainsi qu'en témoignent les références à des images véhiculées par les médias¹².

Lorsque les jeunes de Dassasgho et Ouidi parlent de leur lieu et désignent leur grin, la référence au ghetto américain revient très fréquemment. Le terme « ghetto » employé par les jeunes désigne l'image popularisée par les produits télévisuels, cinématographiques et musicaux importés des États-Unis, et notamment les clips musicaux. A Ouagadougou, les quartiers sont relativement hétérogènes et de ce fait traversés de réseaux de réseaux de connaissance et de solidarités qui empêchent la formation d'« îlots ». Ils ne correspondent pas aux quartiers cloisonnés, séparés par une color line comme dans les villes de Los Angeles ou de Chicago. La référence au ghetto est plutôt mobilisée par ces jeunes des grins de thé comme une contestation des pouvoirs en place, dénonçant dans leurs discours les conditions précaires d'existence que connaissent les habitants des quartiers populaires de la ville. Le « ghetto » représente alors un lieu déshérité par la ville, marqué par la misère sociale : le non-emploi, la violence, les petits services et commerces, les boutiques informelles, l'alcool, les drogues ; la rue dont les grins sont un des lieux phares. Les « ghettos » des jeunes ouagalais sont des lieux de regroupement de jeunes hommes et femmes en rupture avec la ville, à l'image de ceux observés par Eliane de Latour : la violence, et l'« entre soi » propre à ces groupes de jeunes¹³.

Le parler de ces lieux est un mélange de français, de mooré, de nushi, un argot qui s'est diffusé dans certaines villes d'Afrique de l'Ouest, notamment à partir d'Abidjan. Un vocabulaire spécifique s'y est établi, fabriqué à partir d'éléments de langues vernaculaires et véhiculaires et sous l'effet de la croissance de l'immigration de populations venant de Côte-d'Ivoire et de Bobo-Dioulasso. Syncrétique à souhait, fait d'éléments aussi disparates qu'originaux, de langues en provenance de contrées éloignées, le nushi s'est propagé dans les quartiers de Ouagadougou. Ce n'est pas un langage figé, il évolue, diffère d'un quartier à l'autre, d'une ville à une autre. Il est révélateur en cela des multiples dynamiques de changement social qui bouleversent la ville. Ce n'est donc pas un hasard si l'on retrouve ces pratiques linguistiques dans les grins de thé qui viennent également de l'Ouest du pays.

¹² Voir à ce propos Appadurai (1996).

¹³ « C'est-à-dire le fait de venir simplement passer du temps avec des gens qu'on choisit comme les siens », (de Latour, 2003).

Les grins sont baptisés des noms qui évoquent une identité spécifique, liée à l'attitude des jeunes, à leurs goûts, leurs sujets de conversation, leurs activités propres : « le fardeau des nôtres », « les fils du Wu Tang » ou « Positive Radikal » sont les noms de quelques-uns des grins de rappeurs que nous avons rencontrés. « Vatikan » est le nom d'un groupe d'étudiants qui déclarent faire référence à la spiritualité et la noblesse de l'État pontifical. Tandis que « Grenoble city » est celui d'un grin situé auprès du Jardin de la musique Reemdoogo, réalisé avec le concours de la ville de Grenoble. Ces noms de groupe ne sont pas sans lien avec ceux que portent leurs membres, enclins à utiliser des termes anglophones par référence à des images de films d'actions ou de rappeurs américains. Ecrits à la craie ou au charbon, tagués sur un poteau téléphonique ou une borne, ces noms sont donnés à voir et constituent à n'en pas douter une forme d'appropriation de la rue ; la rue qui se caractérise justement comme « un espace à prendre » (Janin, 2001). Pour autant, ce marquage du lieu n'implique pas l'identification à un territoire qui serait défendu.

Le territoire ne représente pas un élément déterminant de ce type d'institution. Les noms de quartier sont parfois invoqués et peuvent constituer un élément d'identification des jeunes, comme lors de compétitions sportives ou musicales, mais le grin n'a pas de frontières précises auquel le groupe serait particulièrement attaché. Le ghetto emprunte plutôt la forme d'un réseau, « il a une forme réticulaire dont les points peuvent à tout moment se déplacer, une partie ouverte dans la ville, une partie souterraine qui communique à l'échelle du pays » (de Latour, 2003).

LE MOMENT DE LA CAMPAGNE ELECTORALE

À la rencontre d'influences liées à la fois au contexte de crise et de violence, à l'héritage d'une organisation sociale ancienne et de flux culturels transnationaux, les jeunes ouagalais participent pleinement à la création d'un monde en mouvement fait de formes culturelles cosmopolites (Appadurai, 1996). Les rapports qu'entretiennent ces jeunes avec la politique s'inscrivent dans une certaine continuité avec ces pratiques sociales et contribuent à l'émergence de nouveaux imaginaires politiques. Bien loin d'être ignorés par les responsables politiques locaux, les grins constituent en fait une cible dans leurs stratégies électorales.

Un air de fête

Au moment de la campagne présidentielle d'octobre et novembre 2005, les murs de Ouagadougou ont été recouverts de pancartes, placardés de vastes panneaux promouvant l'image des candidats – principalement celle de Blaise Compaoré d'ailleurs. De nombreux habitants ont revêtu t-shirts, pagnes et casquettes à son effigie. Ça et là, des rassemblements ont été organisés par les partis politiques dans les quartiers de la ville, sous la forme soit de distributions inopinées de « gadgets », soit de rencontres nocturnes ou de meetings, plus fastueux, animés et sonorisés. Ailleurs, le long des grands axes, des grins de thé ont été financés par quelques commerçants de la ville pour appeler les gens à voter, sur fond de musique « coupé-décalé ». Enfin, dans les quartiers, les responsables politiques locaux se sont employés à mobiliser les jeunes, en s'affairant auprès d'eux, comme auprès des autres groupes sociaux (dans les associations, les lieux de culte, les familles, etc.).

La profusion de messages électoraux, les vastes rencontres et les distributions de biens ont contribué à donner à la campagne électorale des airs de fête et à produire ainsi un effet de bouleversement momentané de l'ordre social. Les candidats ont parlé de l'avenir de la communauté et demandé leur soutien aux populations qui, en retour, leur ont présenté des

doléances. De nombreux jeunes ont affirmé que ce n'était que lors de ces occasions que les gens parlaient de ces questions.

« En dehors des campagnes, c'est très rare de trouver des jeunes qui sont assis qui parlent des affaires du pays, ou bien qui parlent de mauvaise gestion, de mauvaise gouvernance. Quand les jeunes se retrouvent, c'est pour discuter d'une nana, d'une soirée, de ce qu'on a fait hier nuit dans un maquis, mais c'est pendant ces campagnes que ces débats sont ouverts. On parle de nos autorités. » [Papa, 6 novembre 2005, Dassasgho].

La campagne s'est également traduite par un « échange généralisé de services » (Olivier de Sardan, 1996 : 105) électoraux et de cadeaux dont les grins ont bénéficié¹⁴. Les grins ont reçu ainsi des paquets de thé, de sucre ainsi que la visite des représentants des partis politiques. Ce qui a fait dire à Soul que « la campagne c'est un peu comme une fête. Tout le monde bouge, se sent à l'aise. On reçoit des cadeaux » [Soul, 6 novembre 2005, Dassasgho], ou encore à Papa : « *Tout le monde est interpellé pour faire l'affaire de quelqu'un ou faire sa propre affaire* » [Papa, 6 novembre 2005, Dassasgho].

« *Mais après la fête vient la galère* » a rappelé Z, pas dupe des promesses non tenues par les hommes politiques. Alors que les acteurs de la campagne avaient l'habitude d'ignorer sa rue et d'en emprunter d'autres pour éviter son groupe, ils ont soudain réapparu. Nous avons retrouvé ce témoignage dans plusieurs grins.

« L'autre jour, on a reçu du thé comme ça. Un grand frère du quartier est venu et puis il nous a dit que c'était de la part du député L. Il a dit qu'il passerait nous voir pour discuter. Tu sais nous on a l'habitude de ça. Il va venir ou il ne va pas venir, nous on s'en fout. On sait qu'il va nous faire les mêmes promesses, que si on vote pour son candidat ça sera mieux pour nous, mais on ne se fait pas d'illusion. » [Abdul, 2 novembre 2005, Ouidi].

« Hier on a reçu la visite du conseiller de notre secteur, monsieur M. Il s'est assis avec nous, on a joué au Scrabble et bu le thé. Or, d'habitude on ne le voit jamais. Il n'y a qu'au moment des campagnes qu'on le voit. » [Soul, 6 novembre 2005, Dassasgho].

Habituellement peu considérés dans le quartier, les jeunes des « ghettos » semblaient sceptiques quant à la sincérité des pratiques électorales de leurs aînés, ce qui les amenaient par extension à énoncer des discours critiques par rapport au système politique. Nombre d'entre eux confiaient qu'ils ne voteraient pas. Cependant, ce discours ne débouchait pas sur une rupture totale avec la campagne électorale. Tout d'abord, parce que les jeunes sont bon gré mal gré impliqués dans l'échange généralisé de services qui prend une forme exceptionnelle pendant la campagne. Mais aussi et surtout, parce que nombre de jeunes ont décidé de « jouer le jeu » en se mobilisant et en mobilisant leurs amis ou connaissances : les campagnes sont l'occasion de « profiter financièrement », c'est-à-dire de recevoir un peu d'argent en échange de services : le vote, le déplacement à un meeting ou la mobilisation de personnes. Pour les jeunes comme pour l'ensemble des citoyens, la campagne est apparue comme une occasion de « bouffer l'argent » proposé par les partis politiques¹⁵. Aussi, tandis que les partis politiques développaient de nombreuses stratégies de mobilisation à destination de la jeunesse, les grins constituaient un rouage essentiel du déroulement de la campagne électorale.

¹⁴ Ce type de distributions clientélistes de ressources a déjà été observé à l'occasion d'élections antérieures. Voir Loada (1998). Pour un état de la littérature scientifique sur les élections en Afrique, voir Quantin (2004).

¹⁵ Lors des élections législatives de 1997, cette profusion de ressources électorales avait débouché sur un « trop-plein de participation » pour le parti présidentiel. Cf. A. Loada, « Les élections législatives... », *art.cit.* « Bouffer l'argent » : une expression répandue en Afrique de l'ouest qui renvoie au répertoire de la manducation politique. Cf. R. Banégas, « Marchandisation du vote, citoyenneté et consolidation démocratique au Bénin », *Politique africaine*, n° 69, mars 1998, pp. 75-87.

Les intermédiaires dans la campagne électorale et la vie politique locale

Dans cet échange généralisé de services, certaines places sont plus avantageuses, notamment lorsqu'elles offrent de véritables revenus, comme par exemple à ceux que l'on peut appeler les « intermédiaires ». Ces derniers sont bien souvent ces mêmes « grands frères » avec lesquels les jeunes sont engagés dans des relations de réciprocité. Les membres des grins entretiennent des relations de réciprocité en dehors du groupe, comme par exemple avec les « grands frères » ou les parrains qui jouent un rôle de protection : ce sont eux qui sont sollicités pour la réalisation d'un projet commercial ou professionnel (l'ouverture d'un kiosque ou d'un télécentre, l'enregistrement d'une maquette en studio) ou pour un investissement (une moto). Ils proposent un travail ou de petits boulots. En échange, on ne peut pas leur refuser un service.

La campagne de novembre 2005 à destination des jeunes s'est organisée à Ouidi comme à Dassasgho autour de rencontres organisées par de jeunes leaders politiques et les enfants de responsables plus âgés. Dans le secteur 28, le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP, le parti présidentiel) était particulièrement bien implanté et a produit plus de manifestations visibles que les autres partis. Oumar a participé à plusieurs d'entre elles et en a organisées beaucoup d'autres au cours des campagnes précédentes : ces rencontres ne sont pas organisées directement par les partis politiques, mais par des intermédiaires qui « battent campagne » pour leur candidat. Les responsables politiques locaux les choisissent, parmi les jeunes de leur famille ou de leur quartier, pour leur capacité à mobiliser ; il faut bien sûr qu'ils puissent leur faire suffisamment confiance pour leur confier de l'argent et des lots de gadgets. Oumar fait part de son expérience. Implanté dans le quartier depuis son lotissement, il organisait régulièrement des tournois de maracana (mini football) et bénéficiait d'une certaine renommée.

« Le conseiller de mon quartier, je l'ai connu quand j'étais petit. D'abord à Zogona, avant qu'on ne déguerpisse pour construire les cités "1200 logements". Il était déjà dans la révolution. [...] c'est un grand frère du quartier. Il est venu, il m'a vu et il m'a dit "Bon voilà, c'est les présidentielles, il faut que les jeunes fassent quelque chose". Nous on a mis notre cellule en place. Quand on a mis notre cellule, trois jours après il est venu m'appeler, qu'il y a un de ses amis, [...] le président [d'un club de football] de Ouagadougou qui veut créer une association de soutien à la candidature de Blaise Compaoré » [Oumar, 10 novembre 2005, Dassasgho].

Ce type d'activité est rémunéré. En cela, l'intermédiaire est comparable au *cabo eleitoral* de Rio, payé par un candidat pour faire campagne en son nom¹⁶. Ici, l'engagement partisan est marchandé et ne correspond pas nécessairement à une identification aux objectifs du parti politique, ou tout au moins l'idéologie ne constitue pas le facteur central de l'engagement.

« Moi, quand je m'engage dans la campagne, je suis payé. On discute avant, c'est comme un contrat. Pour que moi je mobilise les gens, il y a un contrat. Moi les promesses ça ne marche pas avec moi. Je fais ça pour toi, je veux ma part. Par exemple, je peux demander 100 000 francs, et à chaque meeting, si je dois me déplacer, je demande de l'argent (...). On peut te demander la liste des gens que tu as mobilisés pour un meeting. On regarde ta liste et on te remet 1000 francs pour chaque personne » (Oumar, Dassasgho).

« On partage les postes avant la mise en place du bureau. Le poste de président on ne discute pas c'est pour moi. Il y a des postes dans le bureau qu'il faut avoir. Moi j'y mets mes gens, des gens avec qui je sais que je pourrais travailler. Le bureau demande des choses : une somme d'argent pour la caisse, des jeux de société, du thé, du sucre, des gadgets » [Oumar, 10 novembre 2005, Dassasgho].

¹⁶ Ce terme signifie littéralement « caporal électoral » et désigne les agents locaux des candidats en campagne au Brésil (Goirand, 2004).

Le relais local des campagnes électorales est généralement engagé dans d'autres activités publiques, comme l'organisation de manifestations festives ou sportives, l'organisation de projets associatifs et de jumelages avec des villes d'Europe. Surtout, un peu comme un courtier, cet intermédiaire se singularise par sa capacité à maîtriser les codes moraux de différents univers sociaux et se propose d'établir des échanges entre eux. Ensuite, il pourra éventuellement utiliser ses ressources pour devenir à son tour un entrepreneur politique capable de mobiliser ses atouts pour poursuivre des stratégies comparables à celles de ses aînés, les véritables détenteurs de pouvoir dans le champ politique (Lacam, 1988). Mobiliser, organiser des rencontres, acheminer des cars de jeunes dans les villes secondaires du pays au moment des meetings, distribuer des tee-shirts, etc., tout cela permet de se faire connaître, en espérant une éventuelle récompense après l'élection - un emploi, peut-être, ou une position politique (place dans le parti) . A la suite de son engagement politique, Oumar s'est ainsi vu proposer de faire partie de la commission d'attribution des parcelles dans le cadre d'un lotissement, comme homme de confiance du conseiller municipal auprès duquel il a fait campagne.

Personne ne semble dupe de ce jeu, et tous les jeunes que j'ai rencontrés connaissent ces dessous de la campagne électorale, ce qui participe à la diffusion et au renforcement de représentations liées à la poursuite de l'intérêt personnel. La campagne est vue par tous comme une occasion de faire des coups, et la politique ne saurait être qu'un jeu ou un business.

La politique : un business !

Convaincus que les discours des hommes politiques ne sont que des promesses qui ne seront pas suivies d'effet, les jeunes leur accordent en général peu de crédit. Les intermédiaires eux-mêmes ne se font pas d'illusions sur les motivations des jeunes qu'ils mobilisent au cours des campagnes:

« On a besoin de gens pour faire du monde sur les meetings, c'est tout. Leur présence c'est tout juste pour ça. Donc les jeunes ils s'en fichent de la politique. C'est tout juste pour nous faire plaisir parce qu'on est dans le même quartier. » [Oumar , 10 novembre 2005, Dassasgbo].

Des propos qui font par ailleurs écho à ceux de Soul :

« On peut accepter des gadgets, on peut accepter [de] s'asseoir, discuter avec eux. Mais, au fond, on ne va pas voter pour eux. Moi personnellement je n'ai pas pris ma carte d'électeur. Mais quand ils viennent eh bien on ne va pas les chasser, ce sont des grands frères du quartier » [Soul, 8 novembre 2005, Dassasgbo].

On perçoit ici un faible attachement aux partis politiques et une non moins faible identification à leurs projets politiques. Beaucoup des jeunes interrogés n'ont pas voté. La fluidité des alliances politiques, les changements de camps, les rapprochements fréquents des opposants au pouvoir n'ont pas favorisé le renforcement du multipartisme (Loada, 1998). À cet égard, le retrait de Hermann Yaméogo de la course présidentielle en 1992, alors qu'il était le principal opposant à Blaise Compaoré, et sa nomination à la fonction de ministre d'État dans les mois qui ont suivi est revenu comme un exemple récurrent dans les discours des plus âgés pour justifier le manque de confiance qu'ils accordent au monde politique.

« [Ce sont] des jeux politiques. Il faut savoir manier ton arme. En politique, tout est permis sauf la défaite. Tout ce que tu peux faire pour arriver à tes besoins en politique, il faut le faire. Ce n'est pas pour rien que les gens font de fausses promesses, des promesses qu'ils ne pourront jamais réaliser » [Papa, 6 novembre 2005, Dassasgbo].

À propos d'un jeune cadre du privé qui militait dans un parti, un autre déclarait :

« Il a su profiter de la politique [...]. Aujourd'hui il est bien, il a construit chez lui, il a payé sa voiture. Et il s'est un peu retiré de la politique » [Hyacinthe, 9 novembre 2005, Dassasgho].

Ou encore :

« La politique c'est devenu un business. Dans un petit pays comme le Burkina, on a 118 partis répertoriés au niveau du ministère de l'administration territoriale. C'est la merde ! » [Johnny, 5 novembre 2005, Dassasgho].

Dans ce contexte, pris dans des rapports de réciprocité étroits, les jeunes des grins tentent plutôt de maximiser les bénéfices qu'ils peuvent tirer de leur engagement auprès des partis politiques. C'est pourquoi nombre d'entre eux sont prêts à s'associer à une entreprise politique, à condition d'être intéressés financièrement à la campagne. C'est une logique du contrat qui prévaut, détachée de tout engagement dans la défense d'un programme politique. Alors intégrée à l'univers de la débrouille, la politique devient un deal comme les autres.

« Avancer dans la politique, je suis d'accord si on me donne des responsabilités qui me permettent de bouffer. Bouffer, c'est faire profiter mes gars » [Z, 8 août 2005, Ouidi].

Ces discours et pratiques peuvent également être interprétés comme partie prenante d'une économie morale de la corruption qui se caractérise par le fait qu'une logique de négociation et de marchandage est présente dans l'ensemble des pratiques sociales (Médard, 1976) et ne concerne pas uniquement les activités politiques. Faire des cadeaux relève bien souvent d'une obligation morale qui soumet les individus à un devoir, comme le « devoir de la cola » (Olivier de Sardan, 1996 : 110). Négocier est un acte quotidien et les transactions électorales sont enchâssées dans des relations sociales quotidiennes. L'acte de donner engage une relation de réciprocité qui dépasse le moment électoral¹⁷ et ne peut pas être interprété uniquement comme le produit de la rationalité instrumentale des citoyens qui chercheraient à maximiser la relation d'échange électoral (Goiran, 2004). Les jeunes ouagalais agissent dans le cadre d'un échange généralisé de services entre des acteurs aux statuts inégaux. Les échanges politiques prennent la forme de relations de clientèle, c'est-à-dire d'échanges dyadiques entre jeunes et patrons. « La relation clientélaire s'énonce sur le registre de la parenté et de la séniorité : le patron politique est placé sur le registre de la parenté et de la séniorité » (Banégas, 2003 : 453). Le responsable politique local est aussi un parent, un grand frère, un voisin avec lequel les jeunes entretiennent des rapports qui dépassent largement le cadre de la campagne. Ils ne peuvent donc pas refuser ses cadeaux ni s'opposer à lui de manière franche. Le grin lui-même repose sur ce type de logiques de dépendance et de patronage entre aînés et cadets, entre buveurs et bailleur, entre [dogbos] et [koro]. De même, les transactions importantes comme l'acquisition d'un emploi, à court ou long terme, ou encore d'une parcelle passent par des réseaux d'entraide fort denses.

Les distributions clientélistes correspondent-elles pour autant à une perversion du système électoral ou constituent-elles un vecteur de participation ? À l'instar des pratiques observées par Richard Banégas au Bénin, on peut percevoir dans la relation clientélaire « l'instrument d'une revanche sur les "en-haut-du-haut" » (Banégas, op. cit : 76). En marchandant leur participation à la campagne et, plus généralement, au système politique, les jeunes ouagalais s'ouvrent un accès à des ressources qui, selon eux, devraient leur revenir de droit. En outre, les qualités des responsables politiques semblent désormais mesurées à partir de leur capacité à profiter du « système ». Plutôt qu'une simple contradiction entre un discours dénonciateur et des pratiques de participation à la campagne électorale, on perçoit chez les jeunes la présence d'un imaginaire

¹⁷ Le don produit un mélange étroit de droits et de devoirs symétriques. Voir Mauss (1985 : 145-171).

politique qui valorise la ruse et la force, non sans rapport avec la diffusion de nouvelles figures sociales de la réussite.

Loin de se soumettre docilement à la loi des dominants, les jeunes des grins développent des points de vue critiques dont témoigne le discours général sur les inégalités sociales, le manque de respect dont ils s'estiment victimes ou encore la logique de corruption du « système ».

« Ici on peut dire qu'il y a du racisme, même si on est tous noirs. Ceux qui sont riches, ils se croient supérieurs. Ils roulent dans des grosses voitures neuves. Ce sont des gourous, ils peuvent même t'écraser si tu t'amuses ! Ici c'est l'argent qui gouverne. Si tu as les feuilles, tu fais ta loi. Quelqu'un qui est riche a toujours raison. Même s'il a tort on dira qu'il a raison. » [Abdul, 2 novembre 2005, Ouidi].

Ces discours se traduisent autrement que par des mobilisations dans le champ politique, mais par des prises de parole dans l'espace public, notamment à travers les radios et les manifestations de spectacles grâce auxquels les jeunes expriment leurs visions du monde. Dans un mode d'action qui n'en reste pas moins politique, rappers, rastas, et nouveaux griots de la musique traditionnelle témoignent dans leurs textes de leur vie quotidienne et contestent l'ordre établi, la corruption et l'injustice. Le mouvement artistique hip hop, surtout, représente une prise de parole forte dans la société ouagalaise. « Le rap, ça permet de dénoncer certaines choses », déclarent Z et Ali, dont le premier titre sorti sur une compilation s'intitulait « la caravane des justiciers ». « Ils ne pensent qu'à eux. Nous on doit penser à ceux qui viendront après nous » [Ali, 13 novembre 2005, Ouidi]. Dans leurs textes, ils appellent à une prise de conscience des injustices sociales et politiques, annonçant que « la révolution des sans voix viendra ».

Alors que les créations musicales des indépendances avaient chanté les louanges du pouvoir et célébré la naissance de la nation nouvelle (Martin, 2004), le rap est fondé sur une approche différente, contestataire du « système ». En même temps, il révèle l'identification d'une partie des jeunes ouagalais au modèle de réussite sociale que représentent les jeunes noirs américains qui, sortis des ghettos, affichent leur opulence dans des clips musicaux. « Révélateurs sociaux » (Balandier, 1971), ces musiques témoignent de la dépréciation des figures sociales classiques de la réussite, à commencer par celle du fonctionnaire qui avait pourtant constitué le socle de l'édification du pouvoir politique post-colonial. Enfin, elles rendent compte du désir des jeunes de s'inscrire dans une société globale pour adhérer aux pratiques de la société de consommation.

CONCLUSION

Dans les quartiers de Ouagadougou, la campagne électorale a emprunté les voies de l'organisation sociale qui existe à l'échelle des quartiers et qui prend pour les jeunes la forme de grins de thé. Les jeunes de Ouidi et de Dassasgho intègrent ainsi la ville par le moyen d'un tissu de relations sociales qu'ils mobilisent dans l'univers quotidien de la débrouille. Quand vient l'heure de la mobilisation électorale, les jeunes, pris dans un système d'échange généralisé de services, ne refusent que rarement les sollicitations de leurs aînés du quartier. Choisisant parmi les groupes des relais de leur campagne, les responsables politiques locaux mobilisent ainsi les grins de thé qui deviennent des ressources électorales. Entre critique et scepticisme, les groupes de jeunes sans emploi fixe et célibataires qui fréquentent les grins de thé développent des pratiques et des représentations de la réussite sociale qui ne sont pas en total désaccord avec celles de leurs aînés : la ruse, le courage et la capacité à faire fortune sont des qualités appréciées par les jeunes. Cependant, en dehors du jeu électoral percent des modes populaires de participation politique. Les textes des musiques rap et reggae qui naissent en partie dans les grins de la ville révèlent des prises de position politique et des discours critiques. Attitudes vestimentaires, styles, codes langagiers, pratiques musicales et artistiques témoignent de la diffusion d'une culture urbaine qui

participe d'une recomposition du local, à la fois à partir d'éléments de la société globale et de l'héritage des systèmes sociaux locaux. Loin de s'être totalement effacés face aux politiques et au marché, ces systèmes sociaux locaux (Jacob, 2005 ; Hardt et Negri, 2004) perdurent, réinventés dans des organisations sociales basées sur une définition statutaire de leurs membres, alors que dans le même temps des valeurs nouvelles se sont diffusées dans les formations sociales de la postcolonie : dans l'univers de la débrouille, la ruse et la raison du plus fort constituent de nouveaux repères de moralité. Aussi, les jeunes ouagalais des grins de thé qui ont participé à la campagne présidentielle de novembre 2005 l'ont-ils souvent fait selon une logique propre à cette culture de la rue : la campagne représente l'occasion de ramasser quelques « feuilles » !

BIBLIOGRAPHIE

- Appadurai, A., 1996. *Modernity at Large. Cultural Dimensions of Globalization*. Minnesota: University of Minnesota Press.
- Balandier, G., 1971. *Sens et puissance, les dynamiques sociales*. Paris : PUF.
- Banégas, R., 1998. « Marchandisation du vote, citoyenneté et consolidation démocratique au Bénin », *Politique africaine*, 69 : 75-87.
- Banégas, R., 2003. *La démocratie à pas de caméléon. Transition et imaginaires politiques au Bénin*. Paris : Karthala.
- Banégas, R. et J.-P. Warnier, (dir.) 2001. « Figures de la réussite et imaginaires politiques », *Politique africaine*, 82.
- Bayart, J.-F., 1981. « Le politique par le bas en Afrique noire. Questions de méthode », *Politique africaine*, 1 : 53-71.
- Bazenguissa-Ganga, R. et P. Yengo, 1999. « La popularisation de la violence au Congo », *Politique africaine*, 73 : 186-192.
- Biaya, T.K., 2000. « Jeunes et culture de la rue en Afrique urbaine (Addis-Abeba, Dakar et Kinshasa) », *Politique africaine*, 80 : 12-31.
- Bila Kaboré, R., 2002. *Histoire politique du Burkina Faso (1919-2000)*. Paris : L'Harmattan.
- “Dossier spécial Burkina Faso” 1995. *Politique africaine*, n° 20.
- Goirand, C., 2004. *La politique des favelas*. Paris : Karthala.
- Hardt, M. et A. Negri, 2004. *Empire*, Paris : 10-18.
- Havard, J.-F., 2001. « Ethos “bul faale” et nouvelles figures de la réussite au Sénégal », *Politique africaine*, 82 : 63-77.
- Jacob, J.-P., 2005. « Sécurité foncière, bien commun, citoyenneté : quelques réflexions à partir du cas burkinabè », *Étude Recit*, 6. Ouagadougou : LC-RECIT.
- Jaglin, S., 1995. *Gestion urbaine partagée à Ouagadougou. Pouvoirs et périphéries (1983-1991)*. Paris : Karthala/Orstom.
- Janin, P., 2001. « Une géographie sociale de la rue africaine (Bouaké, Côte-d'Ivoire) », *Politique africaine*, 82 : 177-189.
- Lacam, J.-P., 1988. « Le politicien investisseur. Un modèle d'interprétation de la gestion des ressources politiques », *Revue française de science politique*, 38 (1) : 23-47.
- Latour, de, É., 2003. « Héros du retour », *Critique internationale*, n° 19 : 191-189.
- Loada, A., 1996. « Blaise Compaoré ou l'architecte d'un nouvel ordre politique », in Otayek R. (dir.), *Le Burkina entre révolution et démocratie (1983-1993) : ordre politique et changement social en Afrique subsaharienne*. Paris : Karthala. (p.277-297).
- Loada, A., 1998. « Les élections législatives burkinabè du 11 mai 1997 : des “élections pas comme les autres” ? », *Politique africaine*, 69 : 62-74.
- Marie, A., 1989. « Politique urbaine : une révolution au service de l'État », *Politique africaine*, 33 : 27-38

- Martin, D.-C., 2004. « Les musiques face au pouvoir », *Géopolitique africaine*, 13, http://www.african-geopolitics.org/home_french.htm
- Mauss, M., 1985. *Sociologie et anthropologie*. Paris : PUF.
- Médard, J.-F., 1976. « Le rapport de clientèle : du phénomène social à l'analyse politique », *Revue française de science politique*, 26 (1) : 103-131.
- Olivier de Sardan, J.-P., 1996. « L'économie morale de la corruption en Afrique », *Politique africaine*, 63 : 97-116.
- Otayek, R., (dir.) 1996. *Le Burkina entre révolution et démocratie (1983-1993) : ordre politique et changement social en Afrique subsaharienne*. Paris : Karthala.
- Quantin, P., (dir.) 2004. *Voter en Afrique. Comparaisons et différenciations*. Paris, L'Harmattan.
- Savonnet-Guyot, C., 1986. *État et société au Burkina. Essai sur le politique africain*. Paris: Karthala.
- Stren, R., 1991. « Old Wine in New Bottles ? An Overview of Africa's Urban Problems and the "Urban Management". Approach to Dealing with Them », *Environment and Urbanization*, 3 (1): 9-22.
- Vidal, D., 1998. *La politique au quartier. Rapports sociaux et citoyenneté à Recife*. Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme.s

ETUDES RECIT

Octobre 2006

- Etude n° 1 L'organisation des chances de vie dans la décentralisation burkinabé. Programme de recherche RECIT, 2004, 16 p.
- Etude n° 2 Les investissements des ruraux en milieu urbain. L'exemple des lotissements à Boromo et Siby (Province des Balé, Centre Ouest du Burkina Faso), Delphine Langlade, J.-P. Jacob, 2004, 43 p.
- Etude n° 3 La mobilisation physique et financière dans le cadre du développement local : Exemples pris dans les provinces du Bazéga, du Boulgou et du Zoundwéogo (centre sud du Burkina Faso) Maurice Yaogo, 2004, 51 p.
- Etude n° 4 La mobilisation financière dans la commune de Boromo, (Province des Balé, Centre Ouest du Burkina Faso), Tonguin Sawadogo, 2004, 42 p.
- Etude n° 5 Les prélèvements locaux dans la commune de Boromo : Une analyse des perceptions et des pratiques d'acteurs, Mahamadou Diawara, 2004, 19 p.
- Etude n° 6 Sécurité foncière, bien commun, citoyenneté. Quelques réflexions à partir du cas burkinabé, Jean-Pierre Jacob, 2005, 27 p.
- Etude n° 7 Les prélèvements en milieu rural. Les contreparties pour l'accès à la terre dans les zones de vieille colonisation et de nouveaux fronts pionniers (ouest et extrême ouest Burkina Faso), Mahamadou Zongo, 2005, 28 p.
- Etude n° 8 « L'État n'est le père de personne ! ». Etude longitudinale de la mise en œuvre d'un lotissement dans la commune de Boromo (Province des Balé, Centre Ouest du Burkina Faso). 1^{ère} partie (2002-2005), J.-P. Jacob, J. Kieffer, L. Rouamba, I. Hema, 2005, 57 p.
- Etude n° 9 La grandeur de la cité. Migrations et reproduction politique dans trois villages moose de la vallée du Mouhoun (Burkina Faso), Luigi Arnaldi di Balme, 46 p.
- Etude n° 10 Partenaires ou citoyens ? La parafiscalité à Dédougou (Province du Mouhoun, Burkina Faso), Mahamadou Diawara, 2006, 23 p.
- Etude n° 11 Approche sociologique de l'offre et de la demande de soins de santé. L'exemple des injections dans la ville de Ouagadougou (Burkina Faso), Rachel Médah, 23 p.
- Etude n° 12 La question de l'équité dans l'accès aux soins de santé au Burkina Faso. Le point de vue de quelques infirmiers et membres des comités de santé, Valery Ridde, 36p.
- Etude n° 13 « Si tu as les feuilles, tu fais la loi », représentations et pratiques des jeunes ouagalais pendant la campagne présidentielle de 2005 (Burkina Faso), Julien Kieffer, 20 p.
- Etude n° 14 Un unanimité politique presque parfait, les élections municipales du 23 avril 2006 dans trois communes de la province des Balé, Jean-Pierre Jacob, 38 p.
- Etude n° 15 Gestion des déchets et assainissement à Fada n'Gourma : deux réalités, un récit, Laure Albigès, 50 p. (en préparation)



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Direction du développement
et de la coopération DDC**